



ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE
7, Avenue Edouard Belin BP 54005
31055 Toulouse cedex 4.

ACCORD-CADRE DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

(C.C.P.)

Le pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale de l'Aviation Civile

ENAC
Ecole Nationale de l'Aviation Civile
7, Avenue Edouard BELIN
BP 54005
31055 TOULOUSE Cedex 4

Cahier des Clauses Particulières numéro : 202500FCS021

**établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Fournitures
courantes et services, relatif aux :**

**Prestations d'accompagnement psychologique individuel par un(e) psychologue
clinicien(ne) auprès des agents de l'ENAC et de ses étudiants.**

Procédure adaptée ouverte en application de l'article R2123-1 3° du Code de la commande
publique.

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Table des matières

Article liminaire : Présentation de l'ENAC	4
Article 1 - Objet du contrat	4
Article 2 – Définition des prestations	4
Article 3 - Décomposition du contrat	5
3-1-Non-Allotissement	5
3-2-Forme du contrat	5
Article 4 - Généralités	6
4-1-Pièces contractuelles	6
4-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale	6
4-2-1-Protection de la main d'œuvre	6
4-2-2-Clause sociale	6
4-3-Protection de l'environnement	7
4-4-Réparation des dommages	7
4-5-Assurances	7
4-6-Autres obligations	7
4-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance	7
4-6-2-Confidentialité et sécurité	7
4-6-3-Obligations diverses	8
Article 5 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations	8
5-1-Durée du contrat - Délai d'exécution	8
5-2-Exécution complémentaire	8
5-3-Pénalités en cas d'absences	9
Article 6 - Prix et règlement	9
6-1-Contenu des prix	9
6-2-Variation des prix	9
6-3-Modalités de règlement	10
6-3-1-Régime des paiements	10
6-3-2-TVA	10
6-3-3-Présentation des demandes de paiement	10
6-3-4-Répartition des paiements	10
6-3-5-Délais de paiement	10
6-3-6-Intérêts moratoires	10
6-4-Périodicité des paiements	11
6-5-Avance	11
Article 7 - Conditions d'exécution des prestations	11
7-1- Organisation des permanences	11
7-2- Modalités spécifiques de suivi et de contrôle	11
7-2-1- Mise en place de la prestation	11
7-2-2- Modalités de suivi	12
7-2-3- Nombre de permanences	12
7-2-4- En cas d'absence de l'intervenant(e)	12
7-2-5- En cas de changement d'intervenants	12
7-2-6- Difficultés d'exécution	12
8.1 Description du traitement de données à caractère personnel	13
8.2 Obligations du titulaire	13
8.2.1 Sous-traitance ultérieure	13
8.2.2 Droit d'information des personnes concernées	14
8.2.3 Exercice des droits des personnes	14
8.2.4 Notification des violations de données à caractère personnel	14
8.2.5 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	15
8.2.6 Mesures de sécurité des données à caractère personnel	15
8.2.7 - Sort des données	15
8.2.8 Délégué à la protection des données	15
8.2.9 Registre des catégories d'activités de traitement	15

8.3 Documentation.....	16
8.4 Obligations de l'acheteur	16
Article 9 – Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	16
9-1- Rappel des obligations du titulaire	16
9-2- Modalités de contrôle et de sanction.....	16
Article 10 – Frais de déplacement.....	17
Article 11 - Résiliation.....	17
Article 12 - Litiges et différends	17
Article 13 - Dérogations aux documents généraux	17

Article liminaire : Présentation de l'ENAC

Créée en 1949 à Orly, installée à Toulouse depuis 1968, l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC) est l'unique exemple d'une seule école proposant un ensemble aussi large et aussi complet de formations et d'activités destinées au domaine aéronautique et en particulier au secteur du transport aérien. L'ENAC est l'école de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), sous tutelle du ministère de l'Aménagement du territoire et de la transition écologique.

L'ENAC rassemble :

- 3000 élèves répartis dans plus de 30 programmes de formation différents en France et à l'étranger : ingénieur, pilote de ligne, contrôleur aérien, technicien de l'aviation civile, flight dispatcher, formations post-master etc...
- 3500 stagiaires qui participent chaque année à plus de 300 sessions de stages de formation continue ou de perfectionnement,
- 80 projets de recherche, 50 doctorants et 20 thèses soutenues chaque année,
- Des activités internationales qui conduisent l'ENAC à accueillir chaque année plusieurs centaines d'élèves et de stagiaires étrangers, originaires des 5 continents,
- Des moyens humains constituant une exceptionnelle somme de compétences et de savoir-faire,
- Des moyens pédagogiques très complémentaires et à la hauteur de ses activités : simulateurs de contrôle du trafic aérien, simulateurs de vols, 125 avions, des laboratoires d'électronique, d'informatique, d'aérodynamique, de langues, etc.
- 9 implantations en France et plus de 900 agents.

L'ENAC est composée d'un siège administratif à Toulouse et de 8 campus dont un campus spécialisé dans la maintenance de la flotte ENAC. L'Ecole est géographiquement implantée sur 9 sites :

- Zone sud, sud-ouest : Montpellier, Carcassonne, Castelnaudary, Toulouse, Muret et Biscarrosse ;
- Zone est : Saint-Yan et Grenoble ;
- Zone Ile-de-France : Melun.

En un peu plus de 70 années d'existence, riche de plus de 23 000 anciens élèves, l'ENAC a su acquérir tant en France que dans le monde la reconnaissance de tous les intervenants de son domaine d'activité aussi bien des acteurs publics que privés situés en France et à l'étranger.

Aujourd'hui, au travers des compétences reconnues de ses élèves, de ses stagiaires, de ses chercheurs, de ses enseignants, de l'ensemble de ses personnels, l'ENAC entend accroître encore son rayonnement dans le monde entier, et ce toujours au service de son domaine de prédilection : l'aviation civile.

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

Prestations d'accompagnement psychologique individuel par un(e) psychologue clinicien(ne) auprès des agents de l'ENAC et de ses étudiants.

Article 2 – Définition des prestations

Le titulaire réalisera des permanences afin de répondre, sur orientation du service médical du campus toulousain de l'ENAC, à des besoins d'accompagnement psychologique individuel auprès de la population des agents de l'ENAC et de ses élèves.

L'orientation d'un(e) agent(e) ou d'un(e) élève par le service médical du campus toulousain de l'ENAC sera conditionnée à l'accord de cet(t) agent ou élève.

Article 3 - Décomposition du contrat

3-1-Non-Allotissement

Le marché est non-alloti.

3-2-Forme du contrat

Les prestations font l'objet d'un accord cadre composite comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord cadre à bons de commande.

La partie marché ordinaire correspond aux prestations forfaitaires annuelles définies à l'acte d'engagement.

Des bons de commande complémentaires pourront être émis pour augmenter, sur un temps donné, le nombre de permanences, d'un commun accord avec le titulaire, et dans la limite des montants maximaux ci-dessous. Pour la partie à bons de commande, le montant maximum par période est de 10 000 € HT.

Montant maximal de la partie à bons de commande par période de 12 mois	Montant maximal de la partie à bons de commande sur la durée totale potentielle de 48 mois
10 000,00 € HT	40 000,00 € HT

Des prestations exceptionnellement non définies pourront être commandées par voie de bons de commande dans la limite de 5% du montant total du marché, sans contrevenir aux principes fondamentaux de la commande publique ni à celui de remise en concurrence périodique.

Pour la partie accord cadre à bons de commande, les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande passés pendant la durée du présent contrat devront être poursuivis jusqu'à leur complète exécution, dans les conditions fixées au présent contrat. L'émission de bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur exécution ne pourra intervenir au-delà d'une durée supérieure à trois mois au-delà de la fin du marché.

Article 4 - Généralités

4-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (BPU) ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les bons de commande.

4-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

4-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

4-2-2-Clause sociale

Sans objet.

4-3-Protection de l'environnement

Le titulaire devra autant qu'il le peut privilégier les déplacements de ses intervenants par des moyens de transport en commun.

4-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

4-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4-6-Autres obligations

4-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Les prestations objet de la partie marché ordinaire ne peuvent faire l'objet d'une sous-traitance compte tenu du suivi nécessaire dans l'exécution des prestations objet du présent marché. Seules les prestations objet de bons de commande pourront être sous traitées à la condition que la continuité des prestations et leur qualité soient maintenues.

La sous-traitance devra être agréée par le pouvoir adjudicateur avant tout commencement d'exécution.

4-6-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

b) Mesures de sécurité

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

4-6-3-Obligations diverses

- Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour ce qui concerne les délais d'exécution figurant au marché.

- Obligation de moyen :

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession, aux prescriptions du cahier des clauses particulières et aux termes de son offre.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, seront dans la mesure du possible traités à l'amiable. A défaut d'arrangement, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire.

- Obligation d'information :

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent acte d'engagement / cahier des clauses particulières.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

Article 5 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

5-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 12 Mois, à compter de la notification du marché.

Le marché est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 12 Mois, soit une durée maximale de 48 Mois.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non-reconduction le délai de préavis est de deux mois.

Le délai d'exécution des prestations de la partie forfaitaire est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après.

Le délai d'exécution des prestations des bons de commande sera fixé dans chaque bon de commande.

5-2-Exécution complémentaire

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

5-3-Pénalités en cas d'absences

Par dérogation au CCAG-FCS, en cas d'absences, lorsque le titulaire ne remplit pas les conditions prévues à l'article 7-2-4, il s'expose à une pénalité de 50 euros HT par permanence concernée.

Article 6 - Prix et règlement

6-1-Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix forfaitaires et unitaires, sur la base de l'acte d'engagement et de l'annexe financière annexée à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations. Ils intègrent l'ensemble des coûts nécessaires à l'exécution de la prestation, y compris les frais de déplacement de l'intervenant(e) sur le campus toulousain de l'ENAC.

6-2-Variation des prix

Le calcul de la révision de prix est à la charge du titulaire. Celui-ci adresse, par tout moyen électronique à l'adresse marches-publics@enac.fr, ses nouveaux tarifs à compter de la date anniversaire du marché, justificatifs du calcul à l'appui.

Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o (0.20 + 0.80 \text{ ICHTrev-TS} / \text{ICHTrev-TSTo})$$

Dans laquelle:

- P_n est le prix révisé
- P_o est le prix initial au mois Mo, Mo étant le mois de remise des offres
- ICHTrev-TS est l'indice du coût horaire du travail révisé – tous salariés, valeur du mois de révision
- ICHTrev-TSTo est l'indice du coût horaire du travail révisé – tous salariés, valeur du mois Mo, Mo étant le mois de remise des offres

Le coefficient de révision des prix est arrondi à 3 chiffres derrière la virgule après application des indices de révision.

Le prix de règlement ainsi révisé reste fixe entre chaque date anniversaire.

Clause de sauvegarde

Si le changement de tarif conduit à une augmentation de plus de 5%, le pourcentage de la révision de prix est arrêté à ce pourcentage maximum sans accord entre les parties. L'ENAC se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif au-delà de 5%.

6-3-Modalités de règlement

6-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde de l'accord-cadre.

6-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

6-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Facturation électronique :

Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Il sera fait application du Décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Outre les mentions prévues à l'article 1 du Décret précité, les informations suivantes sont à faire figurer dans la demande de paiement :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENAC en tant que destinataire de la facture :
ENAC - Toulouse Rangueil : 193 112 562 00015
- Le numéro d'engagement juridique qui sera le n° du bon de commande émis par l'ENAC, ou un n° communiqué par l'ENAC à la notification du marché si ce dernier n'est pas à commandes.

6-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

6-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

6-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 au R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

6-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque trimestre pour les prestations effectuées le trimestre précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement trimestrielle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du trimestre précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de l'accord-cadre.

6-5-Avance

Sans objet.

Article 7 - Conditions d'exécution des prestations

7-1- Organisation des permanences

Une permanence correspond à une demi-journée de 4 heures sur les plages horaires suivantes :

- Entre 08h00 et 13h00, lorsque la permanence est réalisée en matinée ;
- Entre 13h00 et 18h00, lorsque la permanence est réalisée l'après-midi.

Lors de la mise en place de la prestation, il sera convenu entre le titulaire et le médecin du travail du campus toulousain de l'ENAC du jour et de la plage horaire des permanences. Au moment de la rédaction du présent CCP, le jour préférentiel pour l'organisation des permanences est le jeudi.

La permanence se déroulera dans un bureau individuel au sein du service médical du campus toulousain de l'ENAC. De manière exceptionnelle, un autre bureau pourra être affecté à une permanence lorsque l'activité du service médical ne permettra pas l'organisation de la permanence dans de bonnes conditions.

La permanence sera consacrée à la réalisation d'entretiens individuels en présentiel des agents et élèves ayant sollicité un rendez-vous par l'intermédiaire du service médical du campus toulousain de l'ENAC. A de rares occasions, il pourrait être recouru à la réalisation d'entretiens individuels à distance pour répondre à des situations individuelles concernant des agents ou élèves des autres centres de l'ENAC, ou ponctuellement pour la réalisation d'un entretien de suivi d'un(e) agent(e) ou élève déjà suivi par le praticien.

7-2- Modalités spécifiques de suivi et de contrôle

7-2-1- Mise en place de la prestation

Sans impact financier, une réunion de lancement sera organisée au moment de la mise en place de la prestation afin :

- De présenter l'ENAC et les populations concernées par cette prestation ;
- De présenter le service médical du campus toulousain ;
- De présenter les interlocuteurs réguliers du titulaire.

De plus, une évaluation de la prestation sera réalisée à la fin du premier mois d'exécution entre le titulaire, le service médical du campus toulousain et le pouvoir adjudicateur. En cas de constatation de difficultés, il pourra être mis fin au contrat sans indemnité dans les conditions prévues à l'article 7-2-6 du présent document.

7-2-2- Modalités de suivi

Le titulaire devra adresser un mail au médecin du travail, à la suite de chaque permanence, à une adresse qui lui sera communiquée à la mise en place de la prestation afin de confirmer la réalisation de la prestation avec les personnes rencontrées en consultation durant la permanence.

Des points de suivi seront organisés régulièrement (à minima une fois par mois) avec le médecin de prévention du campus toulousain de l'ENAC pour échanger sur les situations individuelles rencontrées. En particulier, la durée des accompagnements individuels fera l'objet d'échanges entre le titulaire et le médecin du travail, ce dernier décidant de la durée, et le cas échéant de l'arrêt ou des prolongations nécessaires.

En dehors des réunions de suivi, le titulaire pourra contacter les interlocuteurs, dont les noms et coordonnées lui auront été communiquées lors de la réunion de lancement, pour traiter toute situation concernant la réalisation de la prestation (exemple : volume d'accompagnements important nécessitant la commande de permanences supplémentaires etc.).

7-2-3- Nombre de permanences

Au démarrage de la prestation, une fréquence minimale de permanences est fixée à :

- Une permanence d'une demi-journée par semaine hors temps de vacances scolaires à Toulouse ;
- Une permanence d'une demi-journée supplémentaire toutes les deux semaines hors temps de vacances scolaires à Toulouse.

À tout moment d'exécution de la prestation, il pourra être proposé de revoir à la hausse le nombre de permanences, pendant un temps donné, d'un commun accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. Ces permanences supplémentaires feront l'objet d'un bon de commande complémentaire.

7-2-4- En cas d'absence de l'intervenant(e)

En cas d'absences de l'intervenant(e) pour aléas non prévisibles, le titulaire devra prévenir le service médical du campus toulousain de l'ENAC dans les meilleurs délais. Le titulaire devra également informer les agents et élèves ayant un rendez-vous.

Les permanences non réalisées ne seront pas payées.

7-2-5- En cas de changement d'intervenants

L'attention du candidat est attirée sur le fait que l'ENAC souhaite disposer d'un(e) seul(e) intervenant(e) pour l'exécution de l'ensemble des prestations.

En cas de nécessité, le titulaire pourra proposer un nouvel intervenant au pouvoir adjudicateur en lui présentant le diplôme, l'attestation d'inscription au Répertoire Partagé des Professionnels intervenant dans le système de santé (RPPS) ainsi que le curriculum vitae. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser un(e) nouvel(le) intervenant(e) au terme de 3 permanences, ce qui pourra avoir pour conséquence la résiliation du marché par le Pouvoir adjudicateur sans que cela ouvre droit à indemnité au profit du titulaire.

7-2-6- Difficultés d'exécution

En cas de difficultés d'exécution, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire par écrit des difficultés rencontrées. Il appartiendra au titulaire de proposer des solutions afin de remédier à ces difficultés dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception du courrier.

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander un changement d'intervenant dans les conditions de l'article 7-2-5 du présent CCP. Si ce changement ne permet pas de résoudre les difficultés d'exécution, le pouvoir adjudicateur pourra, après mise en demeure, résilier le marché sans que cela ouvre droit à indemnité au bénéfice du titulaire.

Article 8 – Traitement des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné " le règlement européen sur la protection des données " et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les dispositions suivantes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant, au sens du règlement européen sur la protection des données, désigné le titulaire, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, désigné l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

8.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

8.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

8.2.1 Sous-traitance ultérieure

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné " le sous-traitant ultérieur ", pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure.

L'acheteur dispose d'un délai minimum de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

8.2.2 Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données.

8.2.3 Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à service.achat@enac.fr.

8.2.4 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail adressé à : service.achat@enac.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

8.2.5 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

8.2.6 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

8.2.8 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

8.2.9 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8.3 Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

8.4 Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Article 9 – Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

9-1- Rappel des obligations du titulaire

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

9-2- Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

Article 10 – Frais de déplacement

Le titulaire prendra à sa charge les éventuels frais de transport, d'hébergement et de restauration de ses personnels pour l'exécution des prestations prévues sur le campus toulousain de l'ENAC.

Article 11 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Article 12 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 13 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 5.3 du CCP.